

Numéro 56 - 5 septembre 2020

Fête du Travail 2020

**Des forums ouvriers pour échanger
des points de vue sur les nouveaux défis
des développements actuels au Canada
et aux États-Unis**



CALENDRIER D'ÉVÉNEMENTS DE LA FÊTE DU TRAVAIL

- Parler en son propre nom et la nécessité de s'organiser vont de pair
- *Normand Chouinard* -
- Les conditions exigent que les travailleurs agissent avec force et conscience
- *Le Centre ouvrier du PCC(M-L)* -

Les conséquences de l'offensive antisociale néolibérale pendant la pandémie

- La richesse combinée des 12 oligarques américains les plus riches dépasse le billion de dollars pendant la pandémie

- La concentration du capital pendant la pandémie
 - *Sandy E. Ramirez Gutiérrez* -
- Les envois de fonds - un secteur unique du système financier mondial
- La situation difficile du commerce extérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes en raison de la pandémie
 - *Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes* -
 - Diminution du produit intérieur au Mexique

Importants anniversaires

- Le 75e anniversaire de la fondation du Vietnam socialiste est célébré au Canada
- Le Vietnam célèbre 75 ans d'indépendance nationale, le 2 septembre
 - *Steve Rutchinski* -
 - Commémoration du 75e anniversaire de la victoire du peuple chinois contre l'agression japonaise durant la Deuxième Guerre mondiale, le 3 septembre
 - Le 72e anniversaire de la fondation de la République populaire démocratique de Corée, le 9 septembre

Le recours aux milices racistes appuyées par l'État aux États-Unis

- La résistance se poursuit aux tentatives organisées par l'État de saper le mouvement pour le changement

Fête du Travail 2020

Des forums ouvriers pour échanger des points de vue sur les nouveaux défis des développements actuels au Canada et aux États-Unis



À l'occasion de la Fête du Travail 2020, dans les conditions difficiles de la pandémie de la COVID-19, le Centre ouvrier du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) adresse ses

salutations aux travailleurs d'un océan à l'autre. Nos meilleurs voeux de succès aux travailleurs de tous les secteurs de l'économie dans leurs efforts pour garantir les droits de tous et de toutes dans les conditions difficiles de l'offensive antisociale néolibérale.

Le Centre ouvrier du PCC(M-L) organise en septembre, octobre et novembre des forums ouvriers afin que les travailleurs de différents secteurs de l'économie puissent échanger leurs points de vue entre eux par des réunions de moins de 10 personnes à la fois qui respectent les normes de distanciation physique, des réunions virtuelles sur Zoom et Skype, des webinaires, et à travers ses publications. Ces échanges visent à aider les travailleurs à analyser les événements actuels, à s'orienter et à accomplir la même chose avec toutes les sections du peuple.

Nous appelons les travailleurs à échanger leurs points de vue sur les défis auxquels eux et leur secteur de l'économie sont confrontés en ce moment, à l'heure où d'autres stratagèmes pour payer les riches sont mis en place au nom de la reprise économique et du bien-être de la classe moyenne.



Nous appelons les travailleurs à discuter des défis auxquels le pays fait face, selon eux, à la lumière de la « révolution de palais » en cours à Ottawa et des élections aux États-Unis. La « révolution de palais » a déjà placé Chrystia Freeland au poste de ministre des Finances et de vice-première ministre. La situation aux États-Unis, où les cercles dirigeants cherchent désespérément à perpétuer leur système de gouvernance en crise tout en détournant et en étouffant les efforts du peuple pour s'investir de pouvoir, ne présage rien de bon.

Comment s'attaquer aux conditions de la pandémie, au chômage élevé, à la pauvreté croissante et à la détermination des riches d'utiliser ces circonstances pour avancer leurs intérêts privés étroits tandis que le peuple est laissé à lui-même ? Comment obliger les gouvernements à rendre des comptes lorsqu'ils renoncent à assumer la responsabilité sociale de protéger la population et adoptent de plus en plus de lois qui rendent légal ce refus de responsabilité ?

La nouvelle ministre des Finances est en train de préparer en notre nom d'autres stratagèmes pour payer les riches, en invoquant de grands idéaux de paix, de liberté et de démocratie et en prétendant que ces mesures vont sauver l'humanité et l'environnement naturel. Tout est fait pour marginaliser, réduire au silence et éliminer les voix indépendantes et les initiatives des travailleurs sous prétexte que celles-ci pourraient mener au « pouvoir de la rue ». L'aveuglement dogmatique mène à de vieilles conceptions dépassées à propos du besoin d'une « méritocratie », qui fait prétendument ressortir « les meilleurs et les plus brillants » à qui nous devrions confier notre destin. Selon cette conception, la société aujourd'hui aurait besoin de cette couche de dirigeants éclairés pour nous simplifier les choix et nous donner la petite poussée dont nous avons besoin pour faire les bons choix. Il n'y aurait pas de membres égaux et à part entière d'un corps politique constitué pour garantir les droits de tous et de toutes que nous possédons du fait que nous sommes des êtres humains. Il ne doit pas avoir de processus décisionnel qui investisse le peuple du pouvoir souverain, seuls doivent exister les intérêts privés étroits.

L'idée d'une dictature prétendument bienveillante qui concentre le pouvoir entre les mains de ceux que les dirigeants jugent éclairés n'est pas une invention nouvelle. Elle remonte aux XVIIe et XVIIIe siècles et cela montre à quel point ceux qui dirigent aujourd'hui sont en faillite. Leur faillite est telle que, incapables de canaliser le développement sans entraves des forces productives qui rend obsolète la propriété privée de ce qui appartient à la société, ils cherchent à détruire ce qu'ils ne peuvent pas contrôler. Ils le font au nom de la défense des valeurs civilisées contre le « populisme » et à la « barbarie » des « extrêmes de gauche et de droite » et sous prétexte de vouloir

sauver la classe moyenne du gouffre de l'enrichissement des riches et de l'appauvrissement des pauvres.

Le plan de relance économique tant attendu du gouvernement fédéral canaliserait encore plus les avoirs de la société au service des intérêts privés étroits qui dictent la politique économique et financière. L'oligarchie est en train de planifier les infrastructures dont elle a besoin en ce moment et la manière dont elles seront payées. Leurs lois concentrent de plus en plus le pouvoir décisionnel, de sorte que personne ne sait ce qui se passe et que le gouvernement ne peut être tenu responsable.



Dans cette situation et face à l'incohérence de la pensée dominante que c'est à chacun de pourvoir à ses besoins, les travailleurs et leurs organisations sont censés limiter leurs réponses au choix absurde de retirer leur travail et être aussitôt déclarés hors-la-loi ou de recourir aux tribunaux, à la *Charte des droits et libertés* avec ses « limites raisonnables » et aux commissions des relations de travail pour défendre leurs droits. Nous assistons depuis des années à la prolifération des voies sans issue qui servent à maintenir le statu quo néolibéral inacceptable alors que nous sommes de plus en plus privés de ce qui nous appartient de droit.

Tout le monde se bat pour faire respecter ses droits et cela est de plus en plus perçu comme une question de vie ou de mort en raison de la pandémie de la COVID-19. La défense des droits de tous et de toutes est de plus en plus considérée comme une responsabilité sociale des gouvernements à tous les niveaux.

Les forums ouvriers permettent aux participants de s'exprimer et d'entendre comment les problèmes sont traités dans les différents secteurs de l'économie. Ils permettent aux travailleurs d'apprendre les uns des autres et, en ce moment, d'échanger leurs points de vue sur ce que nous réservent le discours du Trône de la fin de septembre, le programme de l'opposition officielle et l'intégration du Canada à l'État échoué des États-Unis qui cherche désespérément à se réinventer.

Qu'est-ce que les travailleurs proposent aux Canadiens pour changer la situation en leur faveur dans les conditions actuelles ? C'est une chose que de reconnaître que nous ne pouvons pas « revenir à la normale », c'en est une autre que de savoir ce qu'il faut faire pour éviter les catastrophes que cette « normale » nous réserve d'un océan à l'autre.

Ensemble, nous pouvons trouver ce qu'il faut faire. Que chacun fasse sa contribution en participant aux forums ouvriers ou en organisant de tels forums, en partageant ses expériences et en donnant son opinion. C'est à nos risques et périls si nous fermions les yeux sur l'importance d'analyser les événements en cours.

Joignez-vous à la discussion et à l'échange de vues !

Pour plus d'informations ou pour participer, écrire au Centre ouvrier du PCC(M-L) à centrouvrier@cpml.ca.



Parler en son propre nom et la nécessité de s'organiser vont de pair

- Normand Chouinard -

Pendant toute l'année 2019 et à travers la pandémie du COVID-19 durant l'année 2020, le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) a souligné l'importance que les travailleurs parlent en leur propre nom et définissent la nouvelle personnalité démocratique qui est requise, la définissant à leur image. Qu'est-ce qui va permettre aux travailleurs de devenir une force dirigeante dans la résolution des problèmes auxquels la société fait face représente le besoin le plus crucial de notre époque et exige une solution dans la situation actuelle. Sans la création d'une nouvelle personnalité démocratique, la voie du progrès demeurera bloquée.



Les institutions de la bourgeoisie sont dans une telle crise que non seulement confinent-elles la classe ouvrière dans un rôle de masse votante, mais l'État, dans les mains de l'oligarchie financière impérialiste, fait tout pour que les travailleurs et le peuple agissent contre leurs propres intérêts. Plus le besoin est grand que les travailleurs parlent en leur nom et définissent leur politique indépendante, plus la bourgeoisie s'assure d'étouffer dans l'oeuf toute tentative du peuple de se doter d'organisations et de formes sociales qui peuvent lui permettre de faciliter sa liberté d'expression. Sans organisation, la liberté de parole et la liberté d'expression demeurent abstraites.

Durant la période de l'ancien contrat social, les mécanismes de la société civile avaient l'objectif de faciliter l'expression d'une certaine opinion publique dans la société. Cette société civile n'existe plus. Elle a été remplacée par les arrangements politiques néolibéraux par lesquels les riches agissent et décident sans même se préoccuper de créer une opinion publique et d'adopter des décisions au moyen d'un processus démocratique qui éduque et mobilise le corps politique jusqu'à un certain point. Aujourd'hui, comment la question de la libre expression et du droit de parole se pose-t-elle pour les travailleurs ?

La résolution de ce problème est une nécessité historique. De nouvelles formes d'organisations doivent être créées pour résoudre ce problème. Notre travail doit faciliter la pratique politique de parler en son propre nom, à partir de ses propres préoccupations, de ses intérêts de classe et de son partis pris prolétarien.

Depuis 50 ans, le PCC(M-L) effectue ce travail sans relâche et continue de le faire aujourd'hui dans les nouvelles conditions du repli de la révolution, de la crise sans précédent des institutions bourgeoises et du danger imminent de guerre impérialiste.

Les travailleurs veulent défendre leur droit à la parole en tant qu'individus ayant des droits et des réclamations qui leurs sont propres. Cependant, sans l'organisation qui peut amener cette parole dans l'opinion publique, celle-ci devient diffuse et l'État fait en sorte qu'elle n'a pratiquement aucune influence et demeure une politique marginale et inefficace. De plus, les travailleurs se rendent compte que leurs positions individuelles sont de plus en plus criminalisées de toutes

sortes de manières. La classe ouvrière et le peuple en général rejettent la culture de la vulgarité et de l'ignorance ou encore la politique d'attaques personnelles ou de diabolisation de la personne. Pour eux, le droit de parole signifie l'affirmation du droit d'établir des relations humaines modernes avec leurs pairs dans le but de prendre en main les questions du pouvoir politique et de qui décide. Pour cela, ils reconnaissent la nécessité d'établir leurs propres organisations qui vont garantir que le droit individuel de chaque travailleur de s'exprimer puisse être exercé en toute sécurité et que cette expression puisse devenir effective dans la résolution des problèmes de la société.

Le travail du Parti pour bâtir le Centre ouvrier et les groupes de rédacteurs et de diffuseurs et son journal en ligne, *Forum ouvrier*, et pour établir d'autres forums où les travailleurs se réunissent pour partager leur expérience et leurs opinions et élaborer les positions qui sont appropriées et effectives est crucial aujourd'hui à la réalisation de tout progrès. Les groupes de rédacteurs et de diffuseurs sont essentiels, car ils ne laissent pas au hasard les échanges d'opinions et la discussion. Ces consultations sont au centre de la nécessité historique de donner naissance au nouveau. Dans la situation actuelle, il est crucial et essentiel que la presse de masse du Parti et la presse de masse sans parti et les forums ouvriers deviennent les outils par lesquels le Parti mobilise les travailleurs dans la politique démocratique de masse qui les favorise.

Cette année est le cinquantième anniversaire de la fondation du PCC(M-L). Nous sommes en train de faire le bilan de ce travail tout en poursuivant notre travail sans relâche. La presse de masse du Parti a un passé et un présent, mais il faut aussi définir l'avenir. L'essence de cet avenir est de garantir que la voix de la classe ouvrière et son Parti deviennent de plus en plus influents afin de donner une nouvelle direction à la société. La mobilisation politique maximale de plus en plus de travailleurs à ce travail est la clé pour atteindre les objectifs dont ils ont besoin et qu'ils doivent établir eux-mêmes.



L'oligarchie financière et la bourgeoisie impérialiste n'ont aucun avenir à offrir à l'humanité sauf l'anarchie, la violence et la guerre. La classe ouvrière et le peuple en sont parfaitement conscients. Malgré les grandes difficultés auxquelles nous faisons face, de grandes opportunités existent pour aller de l'avant et faire des progrès dans notre travail. Il nous faut trouver ces opportunités et saisir l'occasion pour bâtir le nouveau. Même si la responsabilité est grande, c'est une responsabilité que nous acceptons. C'est dans ce contexte que tout le poids possible doit être mis derrière ce travail afin que le Centre ouvrier soit à la hauteur des exigences. C'est un défi que nous acceptons.

Normand Chouinard est membre de l'exécutif du Centre ouvrier du PCC(M-L).

Les conditions exigent que les travailleurs agissent avec force et conscience

- Le Centre ouvrier du PCC(M-L) -

La création des formes nécessaires pour bâtir la force de la classe ouvrière indépendamment de l'élite impérialiste est le travail le plus essentiel et crucial pour le mouvement ouvrier en ce moment. La classe ouvrière est la classe sociale la plus importante et la plus avancée du pays. Elle

est la seule force sociale capable de faire avancer l'économie dans une nouvelle direction prosociale et de réaliser le renouveau démocratique pour que le peuple exerce un contrôle sur les décisions concernant les affaires économiques, politiques et sociales qui affectent sa vie.



Bannière lors de la manifestation pour un statut pour tous et toutes à Montréal, le 4 juillet 2020

Dans les circonstances de la pandémie/crise économique et en opposition aux besoins, aux points de vue et aux revendications de la classe ouvrière, l'élite dirigeante qui contrôle les gouvernements a pris des mesures pour défendre à tout prix la richesse, le pouvoir et les privilèges des oligarques, abandonnant toute responsabilité sociale envers le peuple et la société.



Une faiblesse fondamentale de l'élite dirigeante est qu'elle ne veut pas que la classe ouvrière participe à l'établissement du but et de la direction de l'économie et du pays. Cela se voit dans la réponse à la pandémie, où elle a empêché la classe ouvrière de prendre le contrôle de la situation et de mobiliser les ressources humaines et matérielles du pays pour détruire le virus par la science et la conscience et la responsabilité sociales.

De toute évidence, si la classe ouvrière n'était pas privée de son rôle dirigeant et que le pays n'avait pas été affaibli par plusieurs décennies d'offensive antisociale, le peuple aurait été en mesure de vaincre la pandémie sans se retrouver dans une crise. Des programmes sociaux solides dans les domaines de la santé et de l'éducation, y compris les garderies, l'assurance-emploi et l'indemnisation des

travailleurs, qui répondent aux besoins de tous, des services publics et des entreprises publiques qui peuvent agir rapidement pour défendre l'intérêt public et ne pas être redevables aux intérêts privés des riches du monde, plus une classe ouvrière pleinement mobilisée et organisée, prête et résolue à défendre le peuple et la société, ramèneraient la pandémie sous contrôle.

Les oligarques au pouvoir ont aggravé l'urgence sanitaire en générant une crise économique en

plus de la pandémie, en particulier dans le secteur des services, rendant la vie insupportable pour de nombreux travailleurs vulnérables et de petits entrepreneurs. Cela n'aurait jamais dû se produire et la faute revient carrément à ceux qui contrôlent la situation, qui sont déterminés à payer les riches, à détruire les programmes sociaux et à refuser aux travailleurs leur rôle dirigeant dans la société, quelles qu'en soient les conséquences.

Le fait de priver la classe ouvrière de sa position centrale dans la société moderne a considérablement exacerbé les problèmes résultant de la pandémie. L'offensive antisociale de plusieurs décennies consistant à payer les riches et à attaquer les programmes sociaux et les droits que nous avons tous et toutes du seul fait que nous sommes des êtres humains, a laissé l'économie et le pays vulnérables face au virus. Nous voyons maintenant à quel point les gouvernements fédéral et provinciaux et le gouvernement du Québec sont au service des intérêts impérialistes mondiaux qui dictent que les gouvernements et l'économie doivent réagir à la situation de manière à favoriser l'expansion de leur contrôle et de leur pouvoir et de manière à concentrer davantage la richesse entre les mains de quelques-uns. Le discours du Trône attendu le 23 septembre cherchera à le justifier au nom de grands idéaux.

Les oligarques mondiaux utilisent la situation pour placer tous les aspects de l'économie sous leur contrôle direct, y compris les petites entreprises, le commerce de détail et d'autres secteurs, et pour étendre leur influence et leur contrôle sur les affaires politiques et sociales du pays. La concentration de la richesse et du pouvoir entre les mains de quelques-uns est sans précédent et représente un grand danger pour le peuple et la société.

La Fête du Travail 2020 voit la classe ouvrière confrontée à de grandes difficultés, mais dans une situation qui offre aussi des possibilités parce que ces développements dissipent les illusions à droite et à gauche selon lesquelles une classe sociale ou une force autre que les travailleurs eux-mêmes défendra leurs droits et leur épargnera une détérioration des conditions.

Les travailleurs peuvent voir par eux-mêmes que l'élite impérialiste au pouvoir n'a aucun intérêt à défendre les responsabilités sociales de l'État envers le peuple et la société. L'élite dirigeante mondiale est résolue à défendre sa propre richesse privée, son pouvoir et ses privilèges au mépris total de toute responsabilité sociale. Cela se voit dans les mesures antisociales et antiouvrières adoptées en Alberta, en Ontario, au Québec et ailleurs, en utilisant la pandémie comme excuse.



La pandémie et la crise économique ont accru la pression et les difficultés pour la classe ouvrière, en plus de la poursuite de l'offensive antisociale qui attaque les droits et les conditions de vie et de travail. Mais la classe ouvrière n'est pas impuissante face à cela. Elle résiste et voit la nécessité d'organiser des forums qui placent les travailleurs au centre de toutes les affaires économiques, politiques et sociales et contribuent à préparer une direction prosociale pour que le pays arrête de payer les riches, augmente les investissements dans les programmes sociaux, services et entreprises publics et pour défendre les droits de tous.

Affrontant ces conditions avec courage, sagesse et une ferme conviction en leur capacité de s'organiser et de diriger une défense militante, les travailleurs changeront la situation en leur faveur comme il se doit.

Ensemble, construisons les formes qui fournissent aux travailleurs leur propre voix, des

défenseurs, des dirigeants et une politique indépendante qui les servent bien.

***Notre sécurité est dans la lutte pour défendre nos droits !
Seuls les travailleurs peuvent changer la situation en notre faveur !
Organisons-nous pour créer notre politique indépendante et nos forums ouvriers !***

(Photos : LML, FIQ)

Les conséquences de l'offensive antisociale néolibérale pendant la pandémie

La richesse combinée des 12 oligarques américains les plus riches dépasse le billion de dollars pendant la pandémie

Une nouvelle étude de l'Institut américain d'études politiques (IPS) a montré que, depuis le début de la pandémie, les 12 principaux milliardaires américains ont vu leur richesse combinée grimper de 40 %, soit 283 milliards de dollars, pour atteindre plus de 1 000 milliards de dollars.

C'est la première fois dans l'histoire des États-Unis que la valeur nette collective des 12 principaux milliardaires américains a dépassé le cap du billion de dollars.

La « douzaine oligarchique », comme l'appelle l'IPS, comprend : Jeff Bezos (189,4 milliards de dollars), Bill Gates (114 milliards de dollars), Mark Zuckerberg (95,5 milliards de dollars), Warren Buffett (80 milliards de dollars), Elon Musk (73 milliards de dollars), Steve Ballmer (71 milliards de dollars), Larry Ellison (70,9 milliards de dollars), Larry Page (67,4 milliards de dollars), Sergey Brin (65,6 milliards de dollars), Alice Walton (62,5 milliards de dollars), Jim Walton (62,3 milliards de dollars) et Rob Walton (62 milliards de dollars).



« C'est un jalon inquiétant dans l'histoire de la concentration des richesses et du pouvoir aux États-Unis. C'est tout simplement trop de pouvoir économique et politique entre les mains de 12 personnes. Du point de vue d'une société démocratique autonome, cela représente une douzaine oligarchique ou une douzaine despotique », indique l'étude.

Les chercheurs de l'IPS, Chuck Collins et Omar Ocampo, écrivent que « pendant la première phase de la pandémie, entre le 1er janvier et le 18 mars 2020, la richesse collective de la douzaine oligarchique a diminué de 96 milliards de dollars. Mais leur richesse a rapidement rebondi et a dépassé le niveau de richesse des Forbes 400 de septembre 2019. La seule exception est Warren Buffett, qui est toujours 2 milliards de dollars en dessous de sa richesse de septembre 2019, mais qui vaut actuellement 80 milliards de dollars ».

L'étude montre qu'Elon Musk a été le plus grand profiteuse de la pandémie, voyant sa richesse tripler, passant de 24,6 milliards de dollars le 18 mars à 73 milliards de dollars le 13 août - une augmentation de 48,5 milliards de dollars ou 197 pour cent.

Le cofondateur d'Amazon, Jeff Bezos, valait 189,4 milliards de dollars en août - soit une hausse

de 76 milliards de dollars ou 68 % depuis mars - tandis que le PDG de Facebook, Mark Zuckerberg, valait 95,5 milliards de dollars, ayant augmenté sa valeur de 40,8 milliards de dollars ou 75 %. « La richesse totale de la douzaine oligarchique est supérieure au PIB de la Belgique et de l'Autriche réunis », a déclaré Omar Ocampo. « Pendant ce temps, des dizaines de millions d'Américains sont au chômage ou vivent au jour le jour, et 170 000 personnes sont mortes de la COVID-19 aux États-Unis ».

(rt.com, 19 août 2020)

La concentration du capital pendant la pandémie

- Sandy E. Ramirez Gutiérrez -

La pandémie causée par le virus du SARS-Cov-2 et les mesures pour contenir sa propagation semblent avoir plongé le capitalisme dans une nouvelle crise depuis l'effondrement financier de 2008. Selon les estimations des organismes internationaux, le monde traverse la pire récession depuis les années 1930 : le Fonds monétaire international estime que le Grand Confinement réduira le PNB de 3 % en 2020, la Banque mondiale, plus pessimiste, prévoit une baisse de 5,2 % et l'Organisation de coopération et de développement économiques, une baisse de 6 % s'il n'y a pas de recrudescence de la pandémie. Pour ces organisations et pour de nombreux analystes, la stagnation économique et les inégalités engendrées par cette crise ne peuvent être résolues sans l'intervention directe des États qui doivent favoriser des dépenses accrues pour élargir les systèmes de santé, garantir les programmes sociaux et encourager l'activité économique par des crédits et des subventions aux entreprises, dans une sorte de refondation du capitalisme ou, comme le disent certains économistes, une suspension des lois du capitalisme.[1]



Cependant, les signes d'une récession étaient déjà présents avant la pandémie, comme l'analyse François Chesnais (2020) sur la base de la croissance de la capacité productive utilisée.[2] Ainsi, les mesures imposées par l'urgence sanitaire, loin d'être à l'origine de la pandémie, pourraient être un facteur accélérant une restructuration de l'économie mondiale qui ne « suspend » pas le capitalisme, mais le consolide par une nouvelle vague de décentralisation et de concentration du capital selon la capacité de tirer profit des changements qui ont surgi en raison de la pandémie.

Pour ce qui est des flux mondiaux de capitaux, les données liées aux investissements étrangers directs (IED) montrent une chute importante ayant des conséquences diversifiées. La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a prévu une réduction de près de 40 % des IED en 2020 comparativement à 2019 et entre 45 % et 50 % en 2021 en raison des mesures de confinement imposées à la presque totalité du monde. Il s'ensuit un choc de l'offre et de la demande pour les entreprises transnationales, surtout pour les industries les plus intensives des chaînes d'approvisionnement mondiales telles que l'industrie manufacturière et le secteur de l'extraction. Selon le rapport de la CNUCED, les 100 plus importantes entreprises transnationales ont révisé à la baisse leurs prévisions de profits en 2020, mais le secteur de

l'automobile et les entreprises d'extraction (en particulier les secteurs minier et pétrolier) sont les plus touchés, alors même que les entreprises pharmaceutiques et les grandes entreprises technologiques ont ajusté leurs prévisions à la hausse.

Ce sont aussi les entreprises technologiques qui ont été les plus internationalisées et concentrées. Selon le rapport, entre 2017 et 2019, le nombre d'entreprises de haute technologie a diminué alors qu'elles augmentaient leur part de ventes à l'étranger, se situant dans les 100 premiers, grâce à deux stratégies. La première, par l'achat de start-ups (des entreprises relativement petites, à forte composante technologique et offrant de grandes possibilités de croissance) pour accéder aux innovations et, la deuxième, par l'intégration verticale, en élargissant le contenu de leurs plateformes ou en pénétrant des créneaux du marché. Les deux courants se sont renforcés pendant la pandémie. Par exemple, en mai 2020, des grandes entreprises de haute technologie ont annoncé avoir fait 15 acquisitions, six de plus qu'au mois de mai 2019. Ce qui illustre bien la deuxième stratégie par les dépenses accrues d'Apple et Alphabet pour offrir des services de radiodistribution, développer des jeux vidéo, et réaliser des émissions de télévision et des films.[3]

Entretemps, les fusions et les acquisitions transfrontalières ont chuté de plus de 50 % dans les premiers mois de 2020 par rapport à l'année précédente, plusieurs transactions ayant été reportées ou annulées. Cette chute peut refléter non seulement l'incertitude du paysage économique, mais la réduction du financement de projets à long terme dans ces secteurs. Le secteur le plus touché est celui des combustibles fossiles, celui-ci ayant connu une contraction de 80 %, suivi par celui du transport, à 70 %. Le secteur ayant subi le moins d'annulations est celui des énergies renouvelables. Certaines transactions emblématiques ont été annulées, telles que l'acquisition de Deliveroo (Royaume-Uni) par Amazon (États-Unis) et celle de la société d'État aéronautique Embraer (Brésil) par Boeing (États-Unis).[4]

Les faillites

Un autre indicateur permettant de mesurer le mouvement de capital est celui des dépôts de bilan. Au cours du mois de mai, 722 entreprises aux États-Unis ont déclaré faillite en vertu du chapitre 11, soit 48 % de plus qu'en 2019.[5] En plus des chaînes de vente au détail, il y a de plus en plus de producteurs de pétrole et de gaz de schiste qui non seulement font face à une baisse de la demande, mais n'ont pu résister à la guerre des prix entre la Russie et l'Arabie saoudite au cours du premier trimestre de l'année. Des entreprises comme Extraction Oil & Gas, Whiting Petroleum, Chesapeake Energy et 16 autres compagnies américaines ont encouru des dettes de plus de 10,5 milliards de dollars et ont dû faire des demandes de restructuration par l'application du chapitre 11.[6]

Non seulement les producteurs de pétrole et de gaz non conventionnels souffrent-ils des conséquences de la chute des prix et de la demande, mais les grandes compagnies pétrolières parmi les plus importantes ont annoncé des compressions touchant à l'emploi ou aux dividendes : Royal Dutch Shell, la troisième plus importante entreprise au monde selon *Fortune*, a réduit ses versements de dividendes à ses actionnaires de 66 %, une première depuis la Deuxième Guerre mondiale, et ses profits ont chuté de 46 % au premier trimestre. BP de Grande-Bretagne a annoncé la mise à pied de 10 000 employés partout dans le monde en 2020, 15 % de son personnel, et ExxonMobil a enregistré une perte de 610 millions de dollars pour le premier trimestre de l'année, soit 25 % de moins qu'en 2019. Malgré ces résultats et les prix du pétrole en chute libre, les grandes compagnies de pétrole ne sont pas en voie de disparition. Chevron, par exemple, a annoncé une réduction de son budget pour cette année de 20 milliards de dollars à 14 milliards afin de protéger les dividendes de ses actionnaires. ExxonMobil et BP ont aussi indiqué qu'ils maintiendraient les dividendes pendant le premier trimestre.

En revanche, la pandémie a accéléré le glissement des grandes entreprises de haute technologie qui se retrouvent maintenant au cœur de la dynamique économique. L'indice S&P 500 illustre le

dynamisme du marché boursier des entreprises les plus importantes aux États-Unis. Les chiffres en date du 16 juin indiquent que plus de 20 % de la capitalisation totale est entre les mains de cinq entreprises : Microsoft, Apple, Amazon, Facebook et Alphabet. Amazon, le géant du commerce en ligne, a augmenté ses revenus de 26,4 % au premier trimestre de l'année grâce à des ventes au détail accrues, ses services informatiques en nuage et de stockage infonuagique (Services Web Amazon), malgré des dépenses accrues en salaires et frais de fonctionnement. Microsoft, Alphabet et Facebook ont aussi connu une augmentation de revenus au premier trimestre 2020 grâce à la demande accrue pour les services numériques (stockage hébergé de données, divertissement et vidéo conférences et visiophonie).[7] Sans doute, le risque d'une recrudescence de la pandémie pourrait consolider la dominance des entreprises technologiques et numériques alors que les consommateurs mondiaux trouvent les solutions dans le commerce en ligne.

De toute évidence, la crise attribuée à la COVID-19 n'est pas une crise généralisée : certains en sortent grands gagnants, comme les grandes entreprises technologiques, et d'autres, perdants, comme les secteurs énergétiques, du transport et les petites entreprises. Mais il en ressort aussi qu'il y a des gagnants parmi les perdants, tels que les grandes compagnies pétrolières qui, malgré les revers, peuvent tirer profit de la faillite de leurs compétiteurs plus petits. Comme le fait valoir *The Economist* (2020), les grands champions de la pandémie pourront, grâce à leur liquidité et leurs énormes marges de profits, accroître leurs investissements ou avaler leurs compétiteurs, produisant une économie avec des entreprises plus grandes, plus technologiques et plus internationalisées.

Sandy E. Ramirez Gutiérrez est membre de l'Observatoire latino-américain de géopolitique (OLSG) à l'Institut de recherche économique à l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM).

Note

1. Varoufakis, 2020
2. François Chesnais, 2020
3. UNCTAD, 2020, p. 24-25
4. UNCTAD, 2020, p. 3
5. Brooks, 2020
6. Haynes and Boone, 2020
7. Veiga, 2020
8. *The Economist*, 2020

(America Latina en Movimiento, 22 juillet 2020. Traduit de l'espagnol par LML)

Les envois de fonds - un secteur unique du système financier mondial

Les envois de fonds - les milliards de dollars envoyés par les travailleurs migrants dans leur pays d'origine - constituent un secteur unique du système financier mondial. Ce secteur représente plus de 5 % du produit intérieur brut (PIB) d'au moins 60 pays à faible et moyen revenu, soit plus que le total des investissements étrangers directs ou de l'aide publique au développement octroyés par les gouvernements du monde dit développé. Selon la Banque mondiale, en 2019 les envois de fonds vers ces pays ont atteint le chiffre record de 554 milliards de dollars et 200 millions de travailleurs migrants dans 40 pays, dont le Canada, ont envoyé des fonds dans leur pays d'origine pour soutenir 800 millions de membres de leurs familles dans plus de 125 pays en développement.



Manifestation aux Philippines en 2017 pour exiger la fin des politiques gouvernementales d'exportation de la main-d'oeuvre

La moitié des familles bénéficiaires vivent dans des zones rurales où les envois de fonds comptent le plus, a déclaré Gilbert F. Hougbo, président du Fonds international de développement agricole (FIDA), un organisme spécialisé des Nations unies. Gilbert F. Hougbo a été premier ministre de la République togolaise et est président du FIDA depuis 2017. Il a déclaré à ONU Info qu'avec l'irruption de la pandémie de la COVID-19, la Banque mondiale prévoit que les envois de fonds transfrontaliers vont diminuer de 20 %, soit 110 milliards de dollars, pour atteindre 445 milliards de dollars, « ce qui pourrait faire passer des dizaines de millions de personnes sous le seuil de pauvreté tout en sapant les progrès réalisés dans la mise en oeuvre du programme de développement durable pour 2030 ».



Comme aucune reprise n'est prévue pour 2020, on prévoit que les économies seront épuisées et que les conditions locales se dégraderont. Les envois de fonds ne devraient pas revenir au niveau d'avant la pandémie avant un certain temps, a déclaré par courriel à ONU Info Gilbert F. Hougbo. « Même si la réduction des envois de fonds ne se fera pas de manière égale pour toutes les familles, ni sur tous les continents, les impacts sur la société seront substantiels et durables », a-t-il expliqué.

En réponse, la Suisse et le Royaume-Uni - rejoints par plusieurs autres États membres, la Banque mondiale, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et d'autres agences des Nations unies et des groupes industriels - ont lancé le 22 mai un « appel à l'action » pour que les travailleurs migrants et les communautés de la diaspora puissent continuer d'envoyer de l'argent de manière à améliorer également le système d'envoi de fonds.

Le rapport de l'agence des Nations unies indique : « L'appel exhorte les décideurs politiques non seulement à déclarer l'envoi de fonds comme un service public essentiel, mais aussi à soutenir le développement de canaux numériques d'envoi de fonds plus efficaces. Il demande aux régulateurs de fournir des conseils sur les exigences de connaissance du client, qui sont essentielles pour développer les services financiers numériques, en particulier pour les personnes sans papiers n'ayant pas accès à un compte bancaire.

« Et il encourage les prestataires de services de transfert de fonds à explorer les moyens d'alléger le fardeau de leurs clients migrants en diminuant les coûts de transfert, qui sont actuellement

de 6,8 % en moyenne dans le monde, soit plus de la moitié de l'objectif fixé dans les objectifs de développement durable, selon la note d'information de la Banque mondiale sur les migrations et le développement. »

« Les envois de fonds sont un moyen de survie dans le monde en développement – aujourd'hui plus que jamais, a déclaré le 19 mars le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres. Les pays se sont déjà engagés à réduire les coûts d'envoi de fonds à 3 %. La crise nous oblige à aller plus loin, à nous rapprocher le plus possible de zéro. »

Pour sa part, le FIDA a déclaré qu'il établit des partenariats avec des entreprises de technologie financière, des opérateurs de téléphonie mobile, des banques commerciales et des réseaux postaux, afin d'intégrer des solutions numériques pour améliorer les envois de fonds vers les zones rurales. En plus de son programme « Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds », le FIDA renforce la capacité des familles rurales à surmonter les périodes difficiles grâce à un programme d'éducation et de planification financières, entre autres efforts de renforcement des capacités. Au cours des 15 dernières années, l'attention internationale sur les envois de fonds s'est concentrée sur le « côté envoi », en particulier sur les coûts de transaction élevés.

« Nous devons cependant souligner que l'impact des envois de fonds sur le développement se situe en réalité au niveau des bénéficiaires où, en ce moment, les familles sont aux prises avec la perturbation soudaine de leur vie économique », a déclaré Gilbert F. Hounbo.

Les frais que les banques et les institutions financières imposent pour l'envoi de fonds sont extrêmement rentables. C'est pour s'assurer que cette petite fortune passe par la City Bank qu'après le 11 septembre, les États-Unis ont adopté une loi contre le financement du terrorisme qui visait les systèmes de transfert d'argent communautaires, les qualifiant d'organisations terroristes. Les institutions financières perçoivent ces frais au nom d'idéaux élevés comme l'un des moyens de tirer profit de l'asservissement des pays opprimés d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes et de perpétuer leur asservissement.

Selon un rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), environ 3 % de la population mondiale résidait en dehors du pays d'origine en 2000. « Un monde plus intégré et globalisé a permis une plus grande fluidité des mouvements de main-d'oeuvre entre les pays, de plus en plus de travailleurs se déplacent à l'étranger pour chercher des moyens de subvenir aux besoins de leur famille. Ainsi, les immigrants qui cherchent à envoyer des fonds en retour sont devenus une partie intégrante de l'économie », écrit l'OCDE.

Le 16 juin a été proclamé Journée internationale des envois de fonds à la famille par les Nations unies. L'objectif n'est pas de mettre fin à l'asservissement de pays entiers par les institutions financières internationales, mais de demander à ces institutions de ne pas prélever d'intérêts sur les envois de fonds ou de réduire le coût des envois de fonds à 3 % de la valeur d'un transfert.

(ONU Info, Banque mondiale, PNUD et OCDE. Photos : Migrants, Bulatlat.)

La situation difficile du commerce extérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes en raison de la pandémie

- Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes -

Dans son nouveau rapport spécial COVID-19 publié le 6 août, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) indique que l'approfondissement de l'intégration

régionale est essentiel pour sortir de la crise. Voici ce que dit le communiqué de presse publié à cette occasion.

Le commerce extérieur de l'Amérique latine et des Caraïbes connaîtra une forte baisse de 23 % en 2020 - dépassant la baisse de 21 % enregistrée lors de la crise financière de 2009 - en raison des effets économiques découlant de la pandémie de coronavirus (COVID-19), a indiqué aujourd'hui la CEPALC dans un nouveau rapport.

La secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), Alicia Barcena, a dévoilé lors d'une conférence de presse le rapport spécial COVID-19 n 6 de l'institution, intitulé « Les effets de la pandémie de coronavirus (COVID-19) sur le commerce international et la logistique », dans lequel la Commission prévoit que la valeur des exportations régionales se contractera de -23 % cette année tandis que les importations diminueront de -25 %, un chiffre qui dépasse également les -24 % enregistrés lors de la crise financière de 2008-2009.

Ce déclin intervient dans un contexte mondial où le commerce international a accumulé une baisse de 17 % en volume entre janvier et mai 2020. L'Amérique latine et les Caraïbes sont la région en développement la plus touchée par cette situation et elle sera principalement marquée par une réduction des expéditions de produits manufacturés, de minéraux et de carburants.

L'effondrement du tourisme (-50 %) entraînera une baisse des exportations de services, notamment des Caraïbes, tandis que le commerce intrarégional connaîtra lui aussi une forte contraction de -23,9 % qui touchera en particulier les produits manufacturés. Tout cela entraînera une perte de capacité industrielle et une réprimarisation du panier d'exportation de la région, prévient le rapport.

« L'approfondissement de l'intégration régionale est crucial pour sortir de cette crise. Avec pragmatisme, nous devons relancer la vision d'un marché latino-américain intégré. De plus, la région doit réduire ses coûts grâce à une logistique efficace, fluide et sûre », a déclaré Alicia Barcena lors de la présentation du rapport.

Selon le rapport de la CEPALC, la valeur des exportations et des importations de biens de la région a diminué de 17 % entre janvier et mai 2020 par rapport à la même période de 2019. Les deux flux ont plongé vers la fin de cette période de cinq mois en 2020 avec une baisse de 37 % par rapport à l'année précédente pour le seul mois de mai.

Au cours des cinq premiers mois de 2020, la valeur des expéditions d'Amérique latine et des Caraïbes vers les États-Unis (-22,2 %), l'Union européenne (-14,3 %) et dans la région (-23,9 %), qui représentaient ensemble 69 % de ses exportations totales de biens en 2019, a connu une forte baisse. Cependant, les expéditions vers l'Asie ont montré une plus grande résilience. En particulier, les exportations vers la Chine ont diminué de moins de 2 % entre janvier et mai et se sont redressées en avril et mai, en même temps que la réouverture progressive de cette économie, ce qui constitue un signe positif, notamment pour les pays d'Amérique du Sud qui exportent des produits de base.

Pour l'ensemble de l'année 2020, il est prévu que la plus forte contraction des exportations régionales sera observée parmi celles à destination des États-Unis (-32 %) et de la région (-28 %), tandis que les expéditions vers la Chine ne devraient diminuer que de -4 %.

L'analyse des secteurs de la région montre que la plus forte baisse entre janvier et mai par rapport à la même période de 2019 s'est produite dans les secteurs minier et pétrolier (-25,8 %), suivie des produits manufacturés (-18,5 %). En revanche, le secteur des produits agricoles et de l'élevage a connu une légère augmentation de 0,9 %. Cela reflète le fait que la demande de produits

alimentaires est moins sensible aux contractions de l'activité économique, puisqu'il s'agit d'un bien essentiel, indique le rapport.

Au niveau des pays, le rapport de la CEPALC indique que seuls quatre pays, tous situés en Amérique centrale, ont vu leurs exportations augmenter entre janvier et mai 2020 : Le Costa Rica (2 %), le Honduras (2 %), le Guatemala (3 %) et le Nicaragua (14 %). Cette hausse est due à la combinaison d'une augmentation des ventes de fournitures médicales et d'équipements de protection individuelle (en particulier les masques) et de produits agricoles (dont la demande a été moins affectée par la pandémie), ainsi qu'à la résistance relative au commerce intrarégional en Amérique centrale.

Cependant, dans tous les pays, les importations ont chuté (-17,1 % de la valeur moyenne régionale) en raison de la profonde récession que connaît la région. La contraction des importations de biens d'équipement et d'intrants intermédiaires (-14,5 % et -13,6 %, respectivement) est particulièrement inquiétante, car cela affectera le taux d'investissement et compromettra la reprise, prévient le rapport.

De plus, le commerce maritime mondial par conteneurs a enregistré une tendance à la baisse depuis le début de la pandémie. En Amérique latine, il y a eu une variation de -6,1 % par rapport à 2019 entre janvier et mai 2020, avec de fortes baisses en avril et en mai. En conséquence, le débit portuaire a diminué dans la grande majorité des ports de la région (avec une baisse moyenne régionale de 1 % entre janvier et mai 2020).

En même temps, le trafic aérien régional a connu un véritable effondrement au cours de cette période : -95 % pour les passagers et -46 % pour le fret, suivant la tendance mondiale, tandis que la fermeture des activités liées à la production, les mesures sanitaires plus strictes et les obstacles administratifs ont également contribué à ralentir le transport terrestre.

Selon l'organisation des Nations unies, dans une économie mondiale de plus en plus incertaine et plus régionalisée, il est crucial d'approfondir l'intégration régionale. Pour y parvenir, il est nécessaire de favoriser les chaînes de valeur régionales dans des secteurs stratégiques, en tirant parti de l'échelle qu'offre un marché de 650 millions d'habitants, de promouvoir le programme de « commerce sans papier » et un marché numérique commun, de réduire la vulnérabilité de la région aux chocs extérieurs et d'instaurer un dialogue plus symétrique avec les États-Unis, la Chine et l'Europe.

Le rapport indique que pour mieux reconstruire, l'Amérique latine et les Caraïbes doivent réduire leurs coûts internes et promouvoir une logistique efficace, fluide et sûre par une stratégie d'investissement repensée, une plus grande interopérabilité des services, l'intégration régionale et la promotion de l'intelligence logistique.

« Dans le contexte actuel d'incertitude accrue, les pays de la région devraient prendre des mesures qui leur permettent de réduire leurs coûts logistiques intérieurs et de produire des services à valeur ajoutée pour accroître leur compétitivité. Ces mesures doivent être mises en place en coordination avec d'autres mesures économiques et sociales pour favoriser une reprise économique avec des avantages sociaux et environnementaux », a ajouté Alicia Bárcena.

Pour consulter le rapport complet (en anglais), cliquez [ici](#).

(6 août 2020. Traduction : LML)



Diminution du produit intérieur au Mexique

Le produit intérieur brut par habitant du Mexique s'est élevé à 155 949 pesos (7 083 dollars) au deuxième trimestre, soit une baisse de 19,5 %, a rapporté l'Institut national de statistique et de géographie (INEGI) le 27 août.

Le PIB par habitant correspond à la valeur en pesos du revenu par habitant, qui au cours de ces trois mois est le plus bas en termes annualisés depuis la même période en 1996 où il s'élevait à 150 394 pesos (6 836 dollars).

Le président Andres Manuel Lopez Obrador, qui critique le mécanisme de mesure du PIB en raison des insuffisances de la méthode de pondération du développement économique, comme la non-prise en compte des facteurs liés au bien-être social et aux services non économiques, n'a pas encore réagi.

Le Mexique est en train de concevoir son propre système de mesure du développement économique qui inclut le bien-être et le bonheur des gens, ainsi que les niveaux de corruption qu'il vise à transformer en une catégorie économique.

L'effondrement historique du PIB par habitant en 2020, selon l'INEGI, était dû au fait que l'économie a enregistré une baisse annuelle de 18,7 % en avril-juin de cette année, à laquelle s'ajoute l'augmentation de la population du pays au cours de l'année écoulée (0,8 %).

Ce que l'INEGI - dont les données et les conclusions ne coïncident presque jamais avec celles du gouvernement - trouve sérieux est que la baisse en 2020 est de 9,0 points de pourcentage supérieure à celle de 1995, lorsque l'indicateur a chuté de 10,5 % au deuxième trimestre de cette année, et était également de 9,2 points de pourcentage de plus que la baisse du deuxième trimestre de 2009 et de 11,6 points de plus que celle enregistrée lors de la crise de 1983, au cours d'une période similaire en avril-juin.

Les analystes d'INEGI prévoient que le principal impact de l'effondrement de l'économie mexicaine sera une détérioration des indicateurs de pauvreté du pays.

Le Conseil national pour l'évaluation de la politique de développement social a indiqué que le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté augmentera à plus de 10 millions en raison de la crise économique et sanitaire.

Pendant ce temps, des organisations telles que la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes s'attendent à ce que le Mexique soit le pays avec la plus forte augmentation de la pauvreté dans la région.

(Prensa Latina, 27 août)

Importants anniversaires

Le 75e anniversaire de la fondation du Vietnam socialiste est célébré au Canada

Le 2 septembre, des Canadiens de tous les coins du pays ont participé à une célébration en ligne du 75e anniversaire de la Révolution d'août et de la Déclaration d'indépendance par le président Ho Chi Minh en 1945. L'événement a été organisé par la Société d'amitié Canada-Vietnam (SACV) et, au programme, il y a eu le discours liminaire de Son Excellence l'Ambassadeur de la



Cérémonie du levée du drapeau devant l'hôtel de ville de Toronto en hommage au jour de la Fête nationale du Vietnam

L'ambassadeur a aussi participé à l'événement commémoratif qui a eu lieu à Toronto le 20 août pour souligner ces anniversaires historiques pour le Vietnam et auquel la participation était restreinte en raison de la pandémie.

Plus tôt dans la journée, des cérémonies de levée du drapeau ont eu lieu à l'hôtel de ville d'Ottawa et de Toronto en hommage à la Fête nationale du Vietnam. Une courte vidéo de ces cérémonies a été présentée pour lancer la célébration en ligne des anniversaires.

Dans son discours liminaire, l'ambassadeur Pham a fait part de son immense plaisir de pouvoir s'entretenir avec le peuple canadien en cette occasion historique. Il a parlé avec fierté de la victoire du peuple vietnamien il y a 75 ans dans la mise sur pied de leur république démocratique sous la direction du président Ho Chi Minh et du Parti communiste du Vietnam. La victoire de la Révolution d'août et la fondation de la République démocratique du Vietnam, a-t-il dit, sont dues à la « tradition de patriotisme, d'intelligence, de courage et de l'esprit indomptable de tout le peuple vietnamien dans la juste voie révolutionnaire et sous la direction stratégique et la vision du Parti communiste du Vietnam et de l'oncle Ho. »



Le drapeau du Vietnam flotte à l'hôtel de ville d'Ottawa pour souligner le jour de la Fête nationale du Vietnam.

Il a aussi souligné que la lutte du peuple pour établir sa république populaire démocratique était et est toujours une source d'inspiration pour la lutte anticoloniale et pour celle de l'indépendance à l'échelle mondiale.

L'ambassadeur Pham a aussi parlé des réformes Doi Moi (Renouveau) lancées il y a 35 ans par le Parti communiste du Vietnam et dont les réalisations sont historiques en termes de revitalisation, de croissance et de développement dans toutes les sphères de la vie au Vietnam. Par exemple,

depuis les deux dernières décennies, le Vietnam a l'une des économies avec le plus important taux de croissance au monde. La pauvreté, qui avait déjà sévi chez 70 % de la population, a maintenant été réduite à 6 %. Les réformes ont rendu possible le genre de pays rempli de beauté et de prospérité que le président Ho Chi Minh avait envisagé, pavant la voie à un avenir radieux et prospère pour le Vietnam.

Au cours des six derniers mois, la COVID-19 a constitué le plus grand défi non traditionnel à la sécurité depuis la Deuxième Guerre mondiale. Le Vietnam a maintenant connu plus de 1 000 cas d'infections, dont 700 entièrement guéris. L'économie aussi est en voie d'être rétablie. Le Vietnam connaît un taux de croissance de 2,58 %, le cinquième plus élevé au monde en 2020, et envisage une perspective positive pour la croissance à moyen et long terme.

L'ambassadeur Pham a aussi mis en lumière le renforcement des relations bilatérales entre le Canada et le Vietnam dans les sphères économiques et dans d'autres sphères. Le Vietnam est actuellement le partenaire commercial le plus important du Canada en Asie. Il a aussi fait part de sa profonde appréciation de la coopération et de l'amitié du gouvernement du Canada, des sentiments chaleureux du peuple canadien envers le Vietnam et le peuple vietnamien et du patriotisme de la communauté vietnamienne au Canada. À la fin, il a souligné que, bien qu'il ne soit allé au Canada que depuis un certain temps, il a été « profondément ému par la sympathie et les sentiments bienveillants du peuple canadien, de la SACV et d'autres amis du Vietnam, et de l'ambiance festive aujourd'hui. Ensemble, célébrons le 75e anniversaire de la Révolution d'août et le jour de la Fête nationale du Vietnam. »

À la suite de l'intervention de l'ambassadeur Pham, deux courtes vidéos ont été présentées d'images historiques, l'une mettant en lumière la voie établie par le président Ho Chi Minh pour libérer le Vietnam de la domination coloniale, et l'autre, présentant les victoires grandioses de la Révolution d'août menant à la Déclaration d'indépendance, le jour de la Fête nationale du Vietnam, le 2 septembre 1945.

Une discussion animée s'est ensuivie. Les participants ont souligné l'héroïsme du peuple vietnamien sous la direction historique de Ho Chi Minh et du Parti communiste du Vietnam. C'est un vibrant témoignage de comment un peuple peut se libérer lui-même par ses propres efforts, confronter et vaincre les adversaires les plus brutaux et les mieux armés, lorsqu'il a fixé un but pour sa société et qu'il a un parti révolutionnaire pour unir le peuple et une théorie révolutionnaire pour guider sa voie.

Le programme a pris fin avec l'inauguration du Musée virtuel des Arts Ho Chi Minh par la professeure Nguyen Dai Trang et de jeunes vietnamiennes. Ce projet est le fruit de plusieurs mois de travail et il vise à conserver les ressources liées à la vie du dirigeant légendaire du peuple vietnamien, Ho Chi Minh. Le musée est interactif, un magnifique recueil de beaux-arts, de musique, de poèmes et d'ouvrages au sujet de Ho Chi Minh et aussi d'oeuvres dont il est l'auteur. Le lien pour le musée est [ici](#)

Le Vietnam célèbre 75 ans d'indépendance nationale, le 2 septembre

- Steve Rutchinski -

Le 2 septembre 1945, il y a 75 ans, la Révolution historique d'août du peuple vietnamien a victorieusement abouti à la Déclaration d'Indépendance du président Ho Chi Minh au square Ba Dinh, à Hanoï. Devant un rassemblement de près d'un million de ses compatriotes, l'« Oncle Ho » a déclaré : [Nous], membres du « Gouvernement provisoire de la République démocratique du

Vietnam, proclamons solennellement au monde entier : le Vietnam a le droit d'être libre et indépendant et, en fait, est devenu un pays libre et indépendant. Tout le peuple du Vietnam est décidé à mobiliser toutes ses forces spirituelles et matérielles, à sacrifier sa vie et ses biens pour garder son droit à la liberté et à l'indépendance. »



Des dirigeants du Parti communiste du Vietnam, de l'Assemblée nationale, de l'État et du Front de la mère patrie du Vietnam rendent hommage au mausolée Ho Chi Minh alors que le Vietnam célèbre 75 ans d'indépendance nationale.

Nhan Dan, le journal du Parti communiste du Vietnam, rapporte : « Depuis les derniers 75 ans, le jour de la Fête nationale est l'occasion pour le peuple de revoir la tradition héroïque et indomptable de la nation sous la direction du Parti et d'exprimer sa fierté. »

Le jour de la Fête nationale, ainsi connue par les 96 millions de Vietnamiens dans leur patrie, les membres de la diaspora patriotique et les amis du Vietnam, est célébré avec grande sympathie et affection partout dans le monde. En cette occasion, le PCC(M-L) fait part de ses salutations révolutionnaires les plus chaleureuses au Parti communiste du Vietnam, au gouvernement de la République socialiste du Vietnam et au peuple vietnamien partout dans le monde.

Un des traits remarquables du peuple vietnamien est sa solidarité sociale et son unité nationale, qui lui ont permis d'accomplir de grandes réalisations en édification nationale et à la défense de leur souveraineté. Le succès remarquable du Vietnam dans sa gestion de la pandémie de la COVID-19 n'est qu'un exemple de cette unité nationale et de la confiance du peuple vietnamien envers le Parti communiste du Vietnam et le gouvernement.

L'esprit patriotique révolutionnaire est évident partout au Vietnam alors que plusieurs activités ont lieu pour célébrer cet historique 75^e anniversaire de l'indépendance. Une réunion commémorative a eu lieu à Hanoï le 29 août, à laquelle ont participé des hauts responsables du Parti communiste du Vietnam et les membres du corps diplomatique.

À cet événement, le premier ministre Nguyen Xuan Phuc a souligné qu'au cours des dernières 75 années, « le Vietnam a récolté de nombreuses réalisations, dont une importante croissance économique, des conditions de vie améliorées pour le peuple, une stabilité sociopolitique, une défense et une sécurité assurées, des relations extérieures élargies, et des contributions actives et responsables à la paix et à la coopération dans la région et dans le monde. » Il a ajouté que ces « grandes et historiques réalisations font foi de l'esprit et de la volonté indomptables de la nation vietnamienne et du rôle du Vietnam en tant qu'ami et partenaire de la communauté internationale. »

Le premier ministre et d'autres dignitaires ont aussi participé à un gala culturel - « Ma mère-patrie n'a jamais été aussi resplendissante » - le 1er septembre au Théâtre lyrique de Hanoï. Des artistes reconnus des principales institutions culturelles partout au pays ont exécuté des chansons et des danses représentant la Révolution d'août, la Déclaration d'indépendance de Ho Chi Minh et la victoire contre les impérialistes américains en 1975 et la réunification du pays.



Prestation culturelle « Ma mère-patrie n'a jamais été aussi belle » le 1er septembre 2020 à la maison lyrique d'Hanoï

Une exposition intitulée « Drapeau, hymne et emblèmes nationaux : fiers symboles de la nation vietnamienne » a été officiellement inaugurée à Hanoï le 1er septembre et sera ouverte au public jusqu'à la fin de l'année. Près de 200 documents, artefacts et photos organisés par le Centre II des Archives nationales y sont présentés. On peut y voir spécifiquement les symboles les plus importants pour le Vietnam, y compris le drapeau, l'hymne et les emblèmes nationaux ainsi que

des récits spéciaux au sujet de la naissance de ces symboles.

Une foule de personnes a fait la file pour rendre hommage au président Ho Chi Minh au mausolée et dans l'enceinte du palais national à Hanoï.



Les gens font la queue devant le mausolée de Ho Chi Minh pour lui rendre hommage.

La Ville de Ho Chi Minh a inauguré une exposition de livres rendant hommage à la vie de Ho Chi Minh, à la Révolution d'août, à l'Armée populaire du Vietnam et à l'édification et au développement nationaux.



Une exposition de livres qui rend hommage à la vie de Ho Chi Minh (à gauche) et une exposition intitulée « Drapeau, hymne et emblèmes nationaux : fiers symboles de la nation vietnamienne »

Le 2 septembre, la télévision nationale vietnamienne a présenté une émission spéciale sur les arts - « Loi The Doc Lap » (Serment d'indépendance) — pour souligner la Fête nationale. On pouvait y voir des reportages, des séquences filmées historiques de témoins, de chansons et de danses qui relatent la période allant des années 1890 alors que le peuple vietnamien vivait sous le joug colonial brutal jusqu'aux efforts du président Ho Chi Minh pour sauver la nation et la lutte du peuple vietnamien pour le salut national.

La République socialiste du Vietnam est grande et forte au sein de la communauté des nations, en tant que championne de la paix, de la liberté, de la souveraineté et de l'indépendance. Dans un monde dominé par les grandes puissances, le Vietnam trouve le moyen d'assurer son bien-être et de défendre les principes les plus chéris du peuple.

***Cela peut se faire ! Cela doit se faire !
Vive la République socialiste du Vietnam !***

(Photos: Ho Chi Minh Mausoleum, Voice of Vietnam, dongconsan.vn.)



Commémoration du 75e anniversaire de la victoire du peuple chinois contre l'agression japonaise durant la Deuxième Guerre mondiale, le 3 septembre



Les dirigeants chinois participent aux commémorations du 75e anniversaire de la victoire du peuple chinois au Musée de la guerre de résistance du peuple chinois face à l'agression japonaise, à Beijing en Chine, le 3 septembre 2020.

Le 3 septembre, le peuple chinois célébrait le 75e anniversaire de la victoire de la guerre de résistance à l'agression japonaise et de la Grande Guerre antifasciste mondiale.

Le président Xi Jinping et d'autres dirigeants chinois ont assisté à une importante commémoration au Musée de la guerre de Pékin, rejoints par des représentants de tous les horizons. Ils ont déposé des fleurs en reconnaissance de tous ceux et celles qui ont sacrifié leur vie durant la grande guerre populaire et leur ont rendu hommage.

La Chine a fait une contribution exceptionnelle à la cause de la libération de l'humanité du fléau du nazi-fascisme et du militarisme japonais. Le peuple chinois a affronté la brutalité des impérialistes japonais avec un courage exceptionnel, mettant hors de combat environ 1,86 million de soldats japonais, soit 50 % des effectifs du Japon. On estime que le nombre de Chinois tués pendant la guerre dépasse les 14 millions. Cent millions de Chinois sont devenus des réfugiés. Entre 1939 et 1945, la Chine a perdu quelque 2,2 millions de soldats, au deuxième rang derrière

l'Union soviétique parmi les pays alliés, qui elle en a perdu 7,5 millions. Si on compte le nombre de personnes tuées ou blessées à partir de 1931 lorsque les Japonais ont envahi la Mandchourie, c'est plus de 35 millions de personnes qui ont péri dans les atrocités japonaises jusqu'à la défaite du Japon le 2 septembre 1945.



La victoire sur les impérialistes japonais a marqué la fin de la Deuxième Guerre mondiale. C'était la première victoire complète remportée durant les temps modernes par la Chine dans sa résistance à l'agression étrangère. S'exprimant à ce sujet à l'occasion du 70e anniversaire de cette victoire, le président Xi a déclaré :

« Cette grande victoire a brisé complètement la tentative des militaristes japonais de coloniser et d'asservir la Chine et lavé les humiliations subies par la Chine depuis les temps modernes dans une succession d'échecs face aux agresseurs étrangers. Cette grande victoire a permis à la Chine de retrouver sa place de grand pays dans le monde et au peuple chinois de gagner le respect de tous les peuples épris de paix. Cette grande victoire a ouvert un avenir radieux pour le grand renouveau de la nation chinoise et inauguré une nouvelle ère de renaissance pour la Chine, une nation très ancienne. »

« Le peuple chinois, au prix d'un énorme sacrifice national, a apporté une contribution de poids à la victoire de cette guerre. Il a bénéficié, dans sa résistance contre l'agression japonaise, d'un large soutien de la communauté internationale, et il n'oubliera jamais la contribution des autres peuples du monde à la victoire de sa guerre de résistance. »

Il a réaffirmé l'engagement de la Chine envers la paix sur la base de son expérience de la guerre : « Nous commémorons [...] pour nous souvenir du passé, rendre hommage aux martyrs, chérir la paix et bâtir l'avenir. » Il a parlé de l'importance de la primauté du droit dans les relations internationales et de la responsabilité qui incombe à toutes les nations d'assurer que la paix et la coopération prévalent.

Le président Xi a dit que « la Chine ne recherchera jamais l'hégémonie ni l'expansion et ne causera jamais aux autres les souffrances qu'elle a vécues. » Il a conclu son discours par ces mots : « Gardons tous en tête la grande vérité de l'histoire. La justice va triompher ! La paix va triompher ! Le peuple va triompher ! »



Dépôt de fleurs en hommage aux martyrs inconnus durant la guerre de résistance populaire contre l'agression japonaise et la guerre mondiale antifasciste, à Shanghai, le 3 septembre 2020.

(Sources : Archives du LML et reportages et photos de Xinhua)

Le 72e anniversaire de la fondation de la République populaire démocratique de Corée, le 9 septembre



Célébration en 2018 des célébrations du 70e anniversaire de la fondation de la République populaire démocratique de Corée à Pyongyang

Le 9 septembre 2020 est le 72e anniversaire de la fondation de la République populaire démocratique de Corée (RPDC). En cette occasion, la dirigeante nationale du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) Anna Di Carlo a adressé ses salutations à Kim Jong Un, président du Parti des travailleurs de Corée, président de la Commission des affaires d'État de la RPDC et

commandant suprême de l'Armée populaire de Corée, et a souhaité au peuple coréen plein succès dans ses efforts pour assurer la paix pour sa nation, mettre fin à plus de 70 ans de division, de tension et de conflits provoqués par les États-Unis et aller de l'avant en tant que pays uni, dans la paix et la prospérité.

Après des décennies de lutte contre les occupants japonais (1910-1945), le peuple coréen, sous la direction du général Kim Il Sung et de l'armée populaire de Corée, a libéré sa nation le 15 août 1945 et a commencé à construire un État démocratique moderne sur les ruines de la guerre. Partout au pays, des comités populaires ont été formés et en août-septembre 1945 le peuple coréen a élu ses représentants à une assemblée populaire qui a proclamé la « République populaire de Corée » le 6 septembre 1945.

Cependant, la République a été de courte durée car les États-Unis voulaient poursuivre leur ambition de s'implanter en Asie du Nord-Est, en particulier sur la péninsule coréenne, après la défaite du Japon, même si le peuple coréen s'est libéré des occupants japonais sans la présence de troupes américaines. Les États-Unis ont inclus une clause dans la reddition signée par le Japon le 2 septembre 1945 selon laquelle la péninsule coréenne serait divisée le long du 38e parallèle et que l'armée japonaise vaincue en Corée se rendrait aux forces américaines dans le sud, plutôt qu'aux libérateurs coréens. Le 8 septembre 1945, deux jours après la déclaration de la République, des milliers de soldats américains ont commencé à s'installer en Corée. Les nouveaux occupants ont déclaré illégale la République populaire de Corée et ont commencé à détruire les comités populaires par la force. Selon les dires mêmes du général américain Douglas MacArthur, la Corée devait devenir un « rempart contre le communisme ».

Au cours des trois années sanglantes qui ont suivi, avec une campagne de terreur et de brutalité massive, le gouvernement militaire américain illégal et ses agents locaux ont criminalisé, rassemblé de force, torturé, emprisonné et assassiné des centaines de milliers de personnes soupçonnées d'être communistes, des « gauchistes » et d'autres patriotes qui refusaient de se soumettre au diktat américain.

Les États-Unis ont organisé une élection frauduleuse « libre et juste » en mai 1948, boycottée en masse par le peuple coréen. Ils ont installé Syngman Rhee comme président de la République de Corée par la force des armes en juillet 1948.

En réponse à ce crime contre le peuple coréen et à sa volonté d'indépendance et de réunification, Kim Il Sung a déclaré la fondation de la RPDC le 9 septembre 1948 à Pyongyang lors d'un rassemblement de plus d'un million de personnes.

Afin de capturer la péninsule coréenne et de l'utiliser pour menacer d'agression la Chine et l'Union soviétique, les États-Unis ont déclenché la guerre de Corée en 1950. De 1950 à 1953, plus de quatre millions de civils coréens ont été tués et la guerre a entraîné la destruction massive de l'économie et des infrastructures. Les États-Unis et 17 autres pays, dont le Canada, ont pris part à cette guerre d'agression contre la nation coréenne avec le drapeau des Nations unies sous le prétexte d'une légitime défense collective face à une attaque du nord contre le sud.

Les agresseurs américains ont commis des crimes contre la paix, des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre, y compris des massacres répandus de civils, l'utilisation d'armes biologiques et chimiques, des bombardements avec des bombes incendiaires de différentes villes du nord, sans égard pour les victimes parmi les civils. La RPDC, même si elle venait juste de naître, avec l'aide des forces de volontaires chinois, a organisé le peuple coréen et défait les États-Unis, et les a forcés à signer l'Accord d'armistice coréen, défendant ainsi la souveraineté et l'honneur de la nation coréenne.

Le président de la RPDC Kim Il Sung a dit à l'époque : « La victoire de notre peuple lors de la

Guerre de Corée a été une victoire du peuple révolutionnaire contre les forces impérialistes, une victoire de l'armée révolutionnaire contre les forces agressives impérialistes. Elle prouve que le peuple qui se dresse pour la liberté, l'indépendance et le progrès, prenant en main sa destinée sous la direction d'un parti marxiste-léniniste, ne sera jamais conquis par quelque force impérialiste que ce soit. Elle montre aussi la vulnérabilité et la corruption de l'impérialisme américain, et montre aux nations opprimées du monde que l'impérialisme américain n'est pas un ennemi impossible à conquérir et qu'elles aussi peuvent le combattre et le défaire. »

Il est important de souligner que la RPDC n'a commis aucun acte d'agression contre un autre pays. Toute la péninsule coréenne a été entraînée dans la guerre de Corée provoquée par les États-Unis et leur régime fantoche dans le sud. Prenant une position ferme contre la puissance de l'empire militaire américain – connu pour son utilisation d'armes nucléaires, chimiques et biologiques à l'échelle mondiale – la RPDC continue aujourd'hui d'affirmer non seulement son droit d'être, mais aussi le droit de toutes les nations et de tous les peuples à l'autodétermination et à la paix. À cause de cet esprit internationaliste, la RPDC est admirée à juste titre par toutes les personnes éprises de justice et de paix au Canada et dans le monde.

Sous la direction du président Kim Il Sung, les exploits du peuple coréen dans la guerre antijaponaise continuent d'inspirer non seulement le peuple coréen, mais aussi les peuples du monde, à être courageux, intrépides et autosuffisants, que peu importe les difficultés et les obstacles à vaincre, ils peuvent les surmonter. La clairvoyance et la sagesse du président Kim Il Sung ont été forgées dans la lutte contre les militaristes japonais, affrontant la cruauté des occupants japonais avec une confiance totale dans le peuple, ses capacités et sa détermination.

Le PCC(M-L) chérit la rencontre entre son fondateur et dirigeant le camarade Hardial Bains et le président Kim Il Sung. Les communistes canadiens seront toujours aux côtés du peuple de la RPDC et du Parti des travailleurs de Corée et appuieront leurs efforts inlassables pour assurer la réunification de la nation coréenne, la paix dans la péninsule coréenne, la justice et la prospérité.

Le recours aux milices racistes appuyés par l'État aux États-Unis

La résistance se poursuit aux tentatives organisées par l'État de saper le mouvement pour le changement



Mémorial et marche à Rochester, New York, le 3 septembre 2020 pour Daniel Prude décédé en garde à vue en mars 2020

Aux États-Unis, les cercles dirigeants et leurs élus mettent tout en oeuvre pour saper le mouvement croissant en faveur du changement. Ils dépeignent ceux qui manifestent pour leurs droits et contre la violence et l'impunité policières comme la source de conflits et de violences alors que c'est en fait l'État lui-même qui en est la source. Ils affirment également que la voie à suivre consiste à choisir son camp lors des élections de novembre ou de s'en remettre à l'appareil d'État.

Les Américains partout au pays persistent à compter sur leurs propres initiatives et à s'organiser pour défendre leurs droits, malgré la violence policière brutale à laquelle ils se heurtent partout. Pour détourner et perturber le mouvement, non seulement les élections sont présentées comme la solution, mais maintenant des milices racistes soutenues par l'État sont déployées. Elles sont utilisées pour inciter à la violence contre des manifestants pacifiques mais aussi pour justifier l'utilisation d'une violence étatique beaucoup plus grande au nom du contrôle des « extrémistes » de la « droite » et de la « gauche ».

Les morts injustifiables d'Afro-Américains aux mains de la police se multiplient, avec les plus récents cas à Rochester, dans l'État de New York, et Los Angeles, en Californie. L'affaire de Rochester n'a été révélée que grâce aux efforts de la famille pour exiger une vidéo policière. La police locale savait qu'il s'agissait d'un homicide en mars et le procureur général de New York avait le dossier entre les mains depuis avril, mais ils ont gardé le crime caché. Cela a encore mis en évidence à quel point l'État cherche à réprimer la résistance quand on affirme que la solution aux meurtres par la police est une enquête « indépendante » menée par le procureur général de l'État. Des centaines de personnes sont immédiatement sorties pour protester à Rochester et à New York et ont été accueillies par une présence policière massive et aspergées à plusieurs reprises de ce que la police appelle maintenant un « irritant chimique ».

Le niveau de brutalité des forces de police partout - à Los Angeles, tirant à nouveau dans le dos un Afro-Américain non armé alors qu'il s'enfuyait, et à Rochester, en étouffant et en jetant par terre un homme nu et menotté par un temps froid — rend on ne peut plus clair que ces institutions racistes sont organisées pour imposer la soumission à un système qui protège les intérêts de la propriété et génère la peur. Puis cette inhumanité présentée comme démocratique et acceptable. La crainte des dirigeants que leur « démocratie » et leur « justice » ne soient plus acceptées est palpable. Leur violence ne dissuadera pas la résistance qui est déterminée à l'emporter.

Le recours à des milices armées



Manifestation à Kenosha, au Wisconsin, 29 août 2020. Les manifestations n'ont pas cessé depuis que la police a tiré sur Jacob Blake.

Le recours aux milices armées avec l'appui et la protection de l'État a été particulièrement évident à

Portland en Oregon et à Kenosha au Wisconsin. À Kenosha, la police n'a pas arrêté et désarmé un jeune membre d'une milice de l'Illinois qui a abattu deux personnes. Ce n'est que le lendemain qu'il a été arrêté chez lui. Par contre, des organisateurs des manifestations ont été kidnappés sur la rue par des agents locaux et fédéraux dans des wagonnettes non identifiées et détenus pendant 24 heures et accusés d'avoir violé le couvre-feu.

Portland est une des villes où les tentatives appuyées par l'État de discréditer et de criminaliser les manifestations, souvent au moyen des milices appuyées par l'État, se produisent depuis longtemps. Le succès qu'y ont connu les organisateurs à la défense des droits à faire entendre leurs revendications d'égalité et contre la violence et l'impunité policières et à faire en sorte qu'on en tienne compte, notamment par des manifestations quotidiennes depuis près de 100 jours à la suite de la mort de George Floyd, a été appuyé par des dizaines de millions de personnes au pays. Les manifestants ont persisté de manière indomptable en dépit de la violence brutale de la police locale et de l'État et des forces fédérales. Maintenant, des milices telles Patriot Prayer, qui est basée dans l'État de Washington, et Proud Boys, également active à New York, sont de plus en plus utilisées.

Les deux milices organisent des actions en commun, comme la « Trump Cruise » du 29 août où des dizaines de véhicules ont été autorisés par les forces de police et fédérales à faire une caravane dans le centre-ville de Portland, assaillant les manifestants en lançant des balles de peinture et du gaz poivré dans la foule. La police ne les a pas empêchés de le faire et n'a pas déclaré illégal qu'ils dévient de leur route, qui avait été approuvée, leur permettant ainsi d'atteindre les manifestants. Ceux-ci, par contre, sont de manière régulière soumis à des barricades, et chargés par des bicyclettes et des lignes de police et aux gaz lacrymogènes.

Le 24 août, à Portland, lors du rassemblement « Pas de marxisme aux États-Unis » organisé par « Proud Boys », notoire pour sa violence et ses positions anti-peuple, un membre de la milice, sous le coup d'un mandat d'arrêt pour un assaut précédent contre un manifestant, n'a pas été empêché d'agir ou arrêté. La police savait qu'il était présent, mais, comme l'a dit le chef de police Chuck Lovell, « Vous vous imaginez ce que cela va prendre pour intervenir dans une foule et faire une arrestation sur la base d'un mandat ? » Il a ajouté : « Ce n'est probablement pas quelque chose que nous allons faire dans ce genre de situation de contrôle de foule ». Et pourtant les gens partout dans le monde ont vu la police et les forces fédérales faire précisément ce genre de choses soir après soir après soir contre ceux qui revendiquent l'égalité et la fin de la violence policière. En plus, il y avait environ 30 officiers au rassemblement de « Proud Boys », alors qu'il y avait des centaines d'officiers armés de façon régulière aux manifestations à la défense des droits.

Les milices qui sont déployées sont connues pour leur violence contre ceux qui défendent les droits et pour leurs actions ouvertement hitlériennes, anti-musulmanes et anti-immigrantes. Les deux milices ont été utilisées pour attaquer violemment les manifestants à Portland pendant plus de deux ans. Leurs membres portent habituellement des uniformes de style militaire et leurs actions sont régulièrement protégées par des représentants du département de la Sécurité intérieure (DHS). De nombreuses vidéos les montrent en train d'isoler puis de battre des manifestants et les attaquer avec des balles de peinture et de poivre. Ils sont rarement arrêtés et habituellement la police et les forces fédérales n'interviennent pas dans leurs assauts violents, dont plusieurs sont si sévères qu'ils nécessitent une hospitalisation. Au lieu de cela, ils utilisent régulièrement les gaz lacrymogènes et arrêtent les manifestants pro-peuple.

Concrètement, ces activités de la police et des milices exacerbent les enjeux d'activités policières auxquels la société fait face. Elles font partie des efforts pour détourner le mouvement et l'amener à faire des milices sa cible principale plutôt que l'État qui les fomentent et les protègent, tout en accroissant les tensions parmi le peuple et servant à justifier encore plus de violence organisée de l'État par le biais de la police ou des militaires. Par exemple, Kenosha a en ce moment plus de 1000 membres de la Garde nationale présents dans la ville.

Lors de la confrontation du 29 août des forces de la milice armée avec les manifestants à Portland, un membre de « Patriot Prayer » a été abattu. Selon les reportages, le manifestant de Black Lives Matter Michael Forest Reinoehl a réagi en auto-défense. Il était de la région de Portland et un participant régulier aux manifestations. Contrairement à Kyle Rittenhouse, qui a abattu deux manifestants à Kenosha et a été arrêté uniquement le lendemain le jour suivant d'une manière routinière, Reinoehl a été abattu de plus de 30 balles par les marshals américains.

D'autres rassemblements de ces milices armées sont promus à Portland les 7, 19 et 26 septembre. La gouverneure Kate Brown a demandé l'aide d' « agences de l'extérieur » comme le DHS fédéral et les marshals américains. La police de l'État de l'Oregon va permettre à ses policiers d'être assermentés par les marshals fédéraux afin que les manifestants puissent être accusés d'infractions fédérales, qui comportent souvent des sentences plus lourdes.

Los Angeles



Le 31 août, deux adjoints du shérif du comté de Los Angeles ont abattu un Afro-Américain de 29 ans, Dijon Kizzee. Il a été arrêté alors qu'il était à bicyclette pour ce que le service de police a appelé « violations du code à vélo ». Il s'est enfui et a été poursuivi et une confrontation physique aurait eu lieu. La police affirme que Kizzee a laissé tomber une arme à feu à ce stade, bien qu'aucune vidéo de l'incident ne puisse le vérifier. Il est clair toutefois qu'il ne posait pas une menace. Les rapports de police admettent qu'il n'était pas armé et qu'il fuyait. Les policiers ont tiré 15 fois et l'ont abattu en l'atteignant dans le dos.

L'avocat de la famille de Kizzee souligne que les agents de police utilisent souvent les violations du code à vélo comme prétexte pour justifier un arrestation lorsqu'une fusillade ou un autre usage de la force a eu lieu.

« Ça pourrait être quelque chose d'aussi bénin que de faire du vélo sur le trottoir ou à contre-sens de la circulation, dit l'avocat Carl Douglas. ous ne voyez jamais personne à Beverly Hills ou Santa Monica se faire arrêter pour violation du code. »

L'avocat Dale Galipo a déclaré que Kizzee avait reçu une balle dans le dos sans aucun ordre ni avertissement verbal. « Un autre attentat insensé et injustifié sur une personne de couleur, a-t-il déclaré. Il faut se demander : combien de temps cela va-t-il durer ? Et pourquoi cela arrive-t-il, jour après jour, semaine après semaine ? Combien de familles regardent en ce moment, inquiètes que leurs enfants, leurs proches soient les prochaines victimes ? »



Manifestation à Los Angeles, le 1er septembre 2020, à la suite de la mort de Dijon Kizzee aux mains de la police

Kenosha et les élections



Rassemblement communautaire organisé par la famille de Blake, le 1er septembre 2020

À la suite de la mort de Jacob Blake aux mains de la violence raciste de la police le 23 août et de la mort de deux manifestants aux mains d'un milicien armé le 25 août, le président Trump s'est rendu le 1er septembre à Kenosha, au Wisconsin, malgré l'objection du gouverneur Tony Evers qui avait dit publiquement que sa présence ne ferait « qu'entraver notre guérison » et « retarder notre travail pour surmonter la division et aller de l'avant ensemble ». Des rapports indiquent qu'en privé, il a également demandé au candidat démocrate à la présidence Joe Biden de ne pas se présenter, mais lui aussi s'est rendu à Kenosha le 3 septembre.

Les protestations contre la visite de Trump ont eu lieu depuis son arrivée en début d'après-midi jusqu'au couvre-feu de 19 heures. Il y a eu des marches à Kenosha avant même que la police ne tire sur Jacob Blake et depuis, il y a des marches quotidiennes. Il y a également eu de nombreux événements communautaires, tels que la fourniture gratuite de nourriture et de fournitures médicales pour renforcer encore l'unité et la résistance.

Pour détourner et freiner les actions en cours dans de nombreuses villes, Trump et Biden tentent de présenter l'élection comme « la plus importante de l'histoire moderne ». Les gens sont censés se positionner pour ou contre Trump et consacrer leurs énergies et ressources aux candidats. Au lieu de cela, les Américains s'organisent pour intensifier leur résistance et planifient déjà la poursuite des actions après les élections. Ils rejettent la vieille « justice » désuète du système existant. Ils prennent de plus en plus conscience qu'en s'en tenant à leurs demandes d'égalité et de reddition de compte et en défendant les droits de tous, un changement à l'avantage du peuple peut être accompli.

À Kenosha, Trump a participé à une « table ronde sur la sécurité communautaire » où il a commencé par saluer le rôle de la police et de l'armée dans la répression des manifestations, qu'il a qualifiées d'« émeutes anti-policières et anti-américaines ». Il a qualifié les manifestants de « foules violentes » engagées dans des actes de « terreur domestique ». Il a déclaré que le gouvernement fédéral fournissait plus de financement pour « embaucher plus de policiers, promouvoir des procureurs fédéraux sévères contre la criminalité, augmenter la sévérité des peines pour voies de fait contre les forces de l'ordre ».

Avec cette diffamation du mouvement comme « terroriste », des accusations de terrorisme domestique, voire même de « résistance à l'arrestation » si elles impliquent des officiers fédéraux, vont être de plus en plus utilisées contre les manifestants pour imposer des peines plus sévères. C'était évident dans les propos tenus par Trump qui tente de présenter les manifestants et leurs justes demandes comme des adeptes d'une idéologie violente et s'en prend spécifiquement à ceux qui s'opposent au fascisme.

Ses échanges lors de la table ronde ont porté sur la destruction de propriétés et la nécessité de protéger la propriété et non les personnes. Trump a dit qu'il fournirait un financement d'urgence d'un million de dollars à la police de Kenosha et de 42 millions de dollars supplémentaires aux forces de police et aux procureurs de l'État.

Le procureur général des États-Unis William Barr était également présent. Comme Trump, il a souligné les efforts continus du gouvernement fédéral pour contrôler le maintien de l'ordre aux niveaux national et local. Pour Kenosha, en particulier, Barr a déclaré: « C'est un exemple que lorsque les dirigeants politiques locaux soutiennent la police, que l'État est disposé à investir les ressources en termes de Garde nationale et que le gouvernement fédéral est en mesure de venir les appuyer avec le FBI, les Marshals et l'ATF qui ont des compétences spéciales et une capacité médico-légale pour aider, il y aura la paix dans les rues. »





Le 1er septembre 2020, le président Trump s'est rendu à Kenosha. En plus des manifestations (photo du bas) contre sa visite, la famille de Jacob Blake a organisé un rassemblement communautaire.



30 août 2020



29 août 2020

Lors de sa visite à Kenosha le 3 septembre, Joe Biden a, entre autres activités, pris part à une réunion communautaire, s'est entretenu au téléphone avec Jacob Blake, toujours hospitalisé et paralysé, et a rencontré les membres de sa famille. Essayant de donner l'impression qu'il appuie la cause des manifestants, il a déclaré que le policier impliqué dans la fusillade de Blake devrait être inculpé. Mais, un porte-parole de sa campagne a précisé seulement après « une enquête approfondie pour s'assurer en premier que tous les faits sont connus ».

Les résidents de Rochester sont bien au courant de ces enquêtes menées par des fonctionnaires locaux et de l'État, qui camouflent encore un autre meurtre brutal du style « Je ne peux pas respirer » d'un homme noir. Dans le cas de l'individu seulement soupçonné de la fusillade mortelle du 29 août à Portland de Aaron J. Danielson, un membre d'une milice, il n'y a pas eu d'enquête car il a été sommairement abattu et tué par les forces fédérales.

« L'enquête complète » est réservée aux agents de l'État et qu'elle soit menée par des fonctionnaires locaux, de l'État ou fédéraux, il est courant que cela ne débouche pas sur des accusations. Bien que plus de 1000 morts aux mains de la police se produisent chaque année, des 42 policiers non fédéraux condamnés entre 2005 et 2020, seuls cinq ont été reconnus coupables de meurtre, 22 coupables de divers degrés d'homicide involontaire, cinq des moins graves accusations d'homicide par négligence ou injustifiée. Les autres ont été reconnus coupables d'agression ou d'accusations moindres. (Département de recherche de Statista, 10 juin 2020).

En outre, cette vaste résistance met de l'avant des revendications qui sont bien plus que de simples accusations contre des policiers individuels. Le mouvement de résistance s'efforce de trouver de nouveaux arrangements qui assurent que justice soit faite en garantissant l'égalité des droits, en donnant le contrôle au peuple, en reconnaissant que la paix et la sécurité nécessitent de lutter contre la pauvreté et la violence organisée par l'État, plutôt que de dénigrer les manifestants comme étant la source des problèmes.

Les visites de Trump et Biden et les campagnes en cours font partie de la pression exercée par les cercles dirigeants pour diviser le peuple et l'amener à s'aligner derrière l'un ou l'autre des candidats. Au lieu de cela, les actions continues à Kenosha, Portland, Los Angeles, Chicago et de nombreuses autres villes montrent que les gens parlent en leur propre nom et s'organisent pour obtenir satisfaction de leurs revendications.

Des équipes de sport se joignent au mouvement de protestations à la suite de l'assaut armé contre Jacob Blake

Depuis que la police a tiré sur Jacob Blake, des athlètes professionnels partout en Amérique du Nord font des gestes de protestation en appui au mouvement Black Lives Matter contre le racisme et la violence policière. Le 26 août, les Milwaukee Bucks, une équipe de basketball professionnel, ont tenu un boycottage historique des éliminatoires de la Ligue nationale de Basketball (NBA) pour protester contre l'escalade de la violence raciale au pays. Quelques minutes avant le début du match, seuls les arbitres et les athlètes de l'équipe adverse étaient sur le terrain. L'équipe d'Orlando a donc décidé de se retirer également et de se joindre au boycottage.

Les grèves sont interdites en vertu de la convention collective de la NBA, ce qui signifie que les joueurs des Bucks ont rompu leur contrat afin de protester contre l'injustice raciale et la violence policière. La décision des équipes a provoqué une réaction en chaîne qui a inclus des actions des Raptors de Toronto, des Rockets de Houston, des Thunder d'Oklahoma City, des Lakers de Los Angeles et des Trail Blazers de Portland, ce qui a incité les principaux dirigeants du sport à réagir.

Des équipes féminines de la NBA, des ligues majeures de soccer et de baseball, y compris les Milwaukee Brewers, ont également rejoint le boycottage. Des athlètes de la Ligue nationale de hockey et des joueurs de tennis professionnels ont également fait différents gestes de protestation.

De nombreuses équipes sportives universitaires et collégiales ont organisé des manifestations et des marches de solidarité partout aux États-Unis.

Les prises de position d'athlètes professionnels contre le racisme et la violence policière cette année ont commencé avec le geste du quart-arrière des 49ers de San Francisco Colin Kaepernick qui, en 2016, en présaison, a commencé la pratique de s'asseoir ou de s'agenouiller pendant que joue l'hymne national américain. Il a expliqué : « Je ne vais pas me lever pour montrer la fierté d'un drapeau pour un pays qui opprime les Noirs et les gens de couleur. Pour moi, c'est plus grand que le football et ce serait égoïste de ma part de fermer les yeux. Il y a des cadavres dans la rue et des gens qui reçoivent des congés payés et qui s'en sortent avec un meurtre. » Ses remarques s'inscrivaient dans le contexte du mouvement grandissant Black Lives Matter après plusieurs morts scandaleuses d'Afro-Américains aux mains de la police.

Le geste de Kaepernick, s'agenouiller durant l'hymne national, a depuis été repris par de nombreux autres joueurs de la Ligue nationale de football (NFL), tandis que Kaepernick lui-même aurait été écarté et n'a pas été repêché dans une équipe depuis 2016, bien qu'il soit reconnu comme ayant les compétences pour être un quart-arrière de départ. Les médias monopolisés ainsi que le président Trump ont exploité ce geste pour tenter de créer des divisions dans la population. Néanmoins, de nombreux jeunes amateurs sportifs partout aux États-Unis, qu'ils soient afro-américains ou non, ont adopté cette forme de protestation pour exprimer leur demande que fin soit mise au racisme et à la violence policière et pour montrer leur unité et leur refus de se laisser diviser sur une base raciste.

Les actions se poursuivent partout aux États-Unis

Portland, Oregon





Les manifestants à Portland « célèbrent » l'anniversaire du maire Ted Wheeler devant son immeuble, le 31 août 2020.

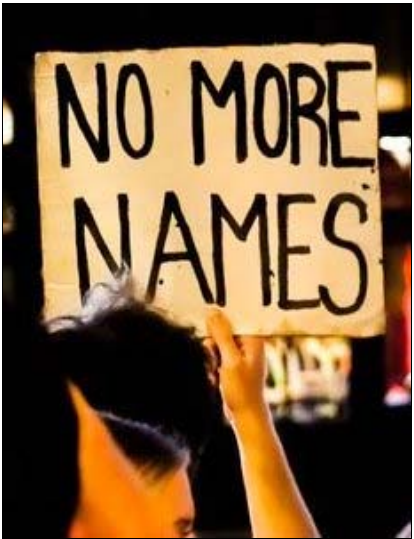
Las Vegas, Nevada



Denver, Colorado



Omaha, Nebraska



Minneapolis-St. Paul's, Minnesota



Wauwatosa, Wisconsin



Skate for Black lives a tenu une action le 30 août 2020 en l'honneur du jeune skateur Anthony Huber et d'un autre jeune, Jojo Rosenbaum, tué par un suprémaciste blanc alors qu'il protestait contre la fusillade de Jacob Blake à Kenosha.

Champagne, Illinois



Columbus, Ohio



Raleigh, Caroline du Nord



Des milliers de personnes manifestent à Raleigh, en Caroline du Nord, en appui à la résistance à Kenosha, au Wisconsin. Les revendications comprennent le retrait de la police des écoles de Raleigh et l'obligation pour la police de rendre des comptes pour les décès en garde-à-voir.

Rochester, New York



Mémorial et marche le 3 septembre 2020 pour Daniel Prude décédé en garde à vue en mars. Les sept policiers impliqués n'ont été suspendus que le 4 septembre après la publication d'une vidéo montrant des policiers lui couvrant la tête et le tenant par terre.

New York, New York



Washington, DC



29 août 2020

(Photos: Z.D. Roberts, Vaschon, ajplus, A. Avalo, R. Ahmad, J. Brusky, Fight for 15 WI, refusefascism, G. Malone, LA Review, S. Puella, M. Wilson, Unicorn Riot, Illinois Athletics, P. Becker, A. Walker, E. Kelly.)

Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca